

RICARDO MARTINELLI ET ACOLYTES

L'ancien Président du Panama et ses proches alliés

- Prétendument 100 millions \$ détournés des citoyens
- Les fondamentaux droits humains des enfants ont été violés

Au cours de ses cinq années en tant que Président du Panama de 2009 à 2014, Ricardo Martinelli et son entourage auraient détourné des millions de dollars de fonds publics dans leurs propres poches¹.

Il y a maintenant plus de 200 investigations² en cours concernant des pratiques de corruption qui ont eu lieu pendant son mandat, Martinelli faisant lui-même l'objet d'une enquête menée par la Cour suprême du Panama. Il fait face à des allégations³ allant de délit d'initié⁴, corruption⁵, détournement de fonds publics, d'abus de pouvoir, à écoutes illégales⁶.

Entre autres, Martinelli et ses acolytes sont accusés d'avoir manipulé l'allocation des ressources au plus important régime de protection sociale du Panama - le Programme National d'aide - en procédant à des appels d'offres truqués et en utilisant des sociétés écrans⁷.

Selon un résumé des rapports d'audit disponibles, plus de 100 millions de dollars US de fonds publics ont été perdus pour cause de corruption⁸. Cet argent aurait été utilisé pour acheter des maisons et des bateaux de luxe⁹.

Ce pays est perçu comme étant parmi les plus inégalitaires au monde¹⁰, où plus de 26 % de la population vivaient avec moins de 4 dollars US par jour en 2012¹¹. Si ce prétendu pillage a eu lieu à une telle échelle, il aurait privé des centaines de milliers d'enfants et d'adultes défavorisés de leur droit à des services de base¹².

Les enquêtes en cours en Italie ont également mis en cause Martinelli dans un scandale de corruption, impliquant un entrepreneur militaire¹³ duquel l'ancien président de la République et autres agents publics auraient reçu plus de 20 millions de dollars US de pots de vin pour obtenir un contrat de 250 millions de dollars US¹⁴.

Malgré le nombre potentiellement accablant d'allégations, Martinelli a jusqu'ici évité un procès au Panama et reste dans la clandestinité¹⁵, éventuellement dans une résidence de luxe à Miami¹⁶, faisant un usage intensif de Twitter¹⁷ pour répondre aux accusations à son encontre.

Plusieurs anciens ministres et fonctionnaires sont également sous enquête pour avoir participé à des pratiques de corruption au cours du mandat de Martinelli, certains d'entre eux répondant actuellement aux accusations depuis la prison¹⁸.

En tant que membre du Parlement d'Amérique centrale (PARLACEN)¹⁹ et Président du parti politique Cambio Democrático²⁰, Martinelli bénéficie également de privilèges et immunités juridiques qui pourraient retarder davantage les enquêtes et les poursuites éventuelles, qui ne peuvent être possibles que s'il retourne au Panama – le pays ne permettant pas de juger par contumace.

Une audience du tribunal dans le cas d'écoutes téléphoniques illégales est prévue pour décembre 2015²², mais on ignore si Martinelli comparaitra effectivement devant la Cour²³. Des témoins ont signalé avoir reçu des appels de personnes proches de Martinelli qui les inquiètent pour leur sécurité et leur intégrité physique²⁴.

L'indépendance de la magistrature au Panama est également un sujet de préoccupation. La magistrature s'est toujours révélée être sujette à la corruption et l'inefficience. Le rapport sur la compétitivité mondiale de 2013-2014²⁶ déclare que l'indépendance de la magistrature du Panama est parmi les plus faibles en Amérique latine.

Photo: [Congreso de la República del Perú/CC-BY-2.0/](#) Moins saturée que l'original

1. <http://www.ticotimes.net/2015/05/06/panama-president-values-corruption-scandal-involving-predecessor-at-nearly-100-million>
2. <http://hoy.com.do/fiscalia-panamena-investiga-posible-caso-de-corrupcion-de-hijos-de-martinelli/>
3. http://www.prensa.com/judiciales/Corte-dilata-casos-implican-Martinelli_0_4295570592.html#
4. <http://www.reuters.com/article/us-panama-martinelli-idUSKCN0RO06E20150924#4PqZldRwiPomvbMK.97>
5. http://www.prensa.com/in_english/martinelli-cobranzas-istmo_21_4216288330.html
6. <http://latino.foxnews.com/latino/news/2015/10/10/panama-supreme-court-justice-accuses-martinelli-over-illegal-spying/>
- 7.0. http://www.tvn-2.com/nacionales/politica/Confesiones-corrupcion-PAN-Martinelli-Obarrio_0_4126087417.html
- 7.1. http://www.prensa.com/judiciales/ABC_CASOS_CORRUPCION_MARTINELLI_LPRFIL20150601_0001.pdf
- 7.2. <http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-Former-Panama-president-moved-funds-for-illegal-purchases-through-Belize-corporations-26885.html>
8. http://www.prensa.com/judiciales/casos-PAN-lesion-millones-fiscal_0_4246825370.html#sthash.qx7imtsK.dpuf
- 9.0. <http://www.theguardian.com/world/2015/jan/29/panama-corruption-inquiry--ex-president-ricardo-martinelli>
- 9.1. <http://theprisma.co.uk/2015/01/25/the-scandalous-corruption-in-panama-under-ricardo-martinelli-ii/>
10. <http://hdr.undp.org/en/content/income-gini-coefficient>
11. <http://data.worldbank.org/indicator/SI.DST.10TH.10/countries/PA?display=graph>
12. http://www.prensa.com/locales/Comida-puso-riesgo-ninos_0_4278322254.html
13. <http://laestrella.com.pa/panama/nacional/martinelli-senalado-como-supuesto-receptor-sobornos-desde-italia/23773327>
14. http://www.tvn-2.com/nacionales/judicial/Coima-contrato-Finmeccanica-millones_0_4290321040.html
15. http://internacional.elpais.com/internacional/2015/03/22/actualidad/1427044156_233357.html
16. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-09-17/from-miami-s-scarface-pad-an-exiled-billionaire-fights-back>
17. <https://twitter.com/rmartinelli>
- 18.0. http://www.prensa.com/judiciales/ministros-Martinelli-medidas-cautelares_0_4267073434.html
- 18.1. http://www.prensa.com/judiciales/ABC_CASOS_CORRUPCION_MARTINELLI_LPRFIL20150601_0001.pdf
19. <http://www.parlacen.int/Funcionamiento/Diputados2011-2016.aspx>
20. <http://www.cambiodemocratico.org.pa/pages.php?artID=3>
- 21.0. Selon la loi, les membres du conseil de direction des partis politiques ont l'immunité de poursuites et ne peuvent être poursuivis que si leur immunité est levée par la Cour suprême. En outre, une loi de plus courte prescription pour enquête s'applique aux membres du Parlement, y compris PARLACEN, selon la dite "loi bouclier", qui a été approuvée par Martinelli en 2012. Cela signifie que la Cour suprême dispose de seulement deux mois pour mener une enquête dans des cas impliquant des membres du Parlement. La constitutionnalité de la loi a été contestée à plusieurs reprises et, en décembre 2015, la Cour suprême a décidé que cette disposition viole la Constitution et encourage l'impunité.
- 21.1. http://www.prensa.com/judiciales/Ley-conducia-impunidad-Corte-Suprema_0_4361563966.html

22. <http://www.thepanamanews.com/2015/10/diaz-moves-to-try-martinelli-asks-for-21-year-sentence/>
23. <http://www.thepanamanews.com/2015/11/december-11-court-date-for-ricardo-martinelli/>
- 24.0. http://www.prensa.com/in_english/witnesses_21_4363273630.html
- 24.1. http://www.prensa.com/in_english/supreme-court_21_4364023562.html
- 25.0. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2015/panama>
- 25.1. <http://r4d.dfid.gov.uk/pdf/outputs/U4/2014-03.pdf>
- 25.2. <http://m.state.gov/md191215.htm>
26. http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2013-14.pdf